



COMMUNE de VENERAND

DOSSIER : N° DP 017 462 25 00006

Déposé le : 05/03/2025

Complété le : 19/03/2025

Demandeur : Monsieur GALLOT Ludovic

Demeurant à : 38 rue Molière 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY

Nature des travaux : Construction d'un garage

Sur un terrain sis à : 21 Chemin du Moulin à VENERAND (17100)

Référence(s) cadastrale(s) : 462 AB 362, 462 AB 364, 462 AB 370, 462 AB 459

ARRÊTÉ

de non-opposition à une déclaration préalable délivré par le Maire au nom de la commune

Le Maire,

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour la construction d'un garage attenant au bâtiment du voisin ;
- sur un terrain situé 21 Chemin du Moulin à VENERAND (17100) ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 03-07-2018,

Vu le règlement y afférent, notamment celui de la zone Ub,

Vu les plans joints à la demande,

Vu la pièce déposée sur le guichet en ligne le 19/03/2025,

Vu l'avis simple de L'Architecte des Bâtiments de France en date du 19/03/2025 dont copie jointe,

Considérant que le projet consiste à construire un garage attenant à celui voisin constitué de moellons et de pierres de pays d'architecture traditionnelle saintongeaise,

Considérant que ce garage du projet est revêtu de plaques fibrociment recouvertes de tuiles tige de botte identiques à la toiture de la maison et comporte notamment une fenêtre PVC blanche et une porte de garage sectionnelle blanche,

Considérant que l'article UB11.5 du règlement du Plan Local d'Urbanisme de Vénérand, s'agissant de l'extension de bâti ancien, dispose que « *Les caractéristiques des constructions d'origine seront conservées, qu'il s'agisse des toitures (pentes, matériaux de couverture, débords), des façades, des ouvertures (...). L'aspect de la toiture initiale sera respecté : les pentes, (...) les menuiseries des ouvertures traditionnelles auront des carreaux de type charentais (...) les encadrements de baies seront de préférence en pierre de taille (...)* »,

ARRÊTE

Article 1 - DECISION

La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de **non-opposition** sous réserve des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

Article 2 - PRESCRIPTIONS

Conformément à l'article UB11.5 du règlement du Plan Local d'Urbanisme de Vénérand :

- la pente du toit sera identique à celle du bâtiment voisin,
- la fenêtre aura des carreaux de type charentais,
- les encadrements de la fenêtre et de la porte du garage seront de préférence en pierre de taille ou d'aspect similaire.

Plus globalement, le garage du projet respectera les caractéristiques du garage voisin et s'inscrira harmonieusement dans son prolongement comme s'il était d'architecture ancienne.

Article 3 - INFORMATIONS

- Le pétitionnaire devra respecter toutes les législations en vigueur.
- Les recommandations de l'Architecte des Bâtiments de France dans son avis du 19/03/2025 ci-joint pourront être respectées.

Article 4 - ACHEVEMENT TRAVAUX

La Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) devra être envoyée en 3 exemplaires en mairie dès réalisation de la totalité des travaux.

VENERAND, le 24 MARS 2025

Le Maire,
Françoise LIBOUREL

F. Libourel



Le terrain est situé dans un secteur de sismicité modéré. Conformément au décret 2010-1254 du 22 octobre 2010, les normes de construction spécifique devront être respectées.

Le terrain est situé dans un secteur fort à risque de retrait et gonflement des sols argileux repéré sur l'atlas départemental. Toutes dispositions constructives préventives seront prises pour prévenir les désordres. Des renseignements peuvent être obtenus sur le site : www.argiles.fr.

Conformément à l'arrêté préfectoral n° 17-196 du 27 janvier 2017 « Lors de la construction ou de travaux d'aménagement d'un bâtiment, des dispositions doivent être prises pour la protection de l'ouvrage contre les termites ou autres insectes xylophages ». Des renseignements peuvent être obtenus sur www.charente-maritime.gouv.fr.

Le terrain se situe au voisinage d'infrastructures de transports terrestres affectées par le bruit, dans lequel existent des prescriptions d'isolement acoustique. L'isolation acoustique en application du Code de la Construction et de l'Habitation (art. R.111-4-1) et du Code de l'Environnement (art. L.571-10) de la (ou des) construction(s) devra être réalisée en conséquence.

Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie devra être déclarée sans délai au Maire de la Commune conformément à l'article L.112-7 du Code de la Construction et de l'Habitation. Il est recommandé de contacter parallèlement le Service régional de l'Archéologie, 102 Grand'Rue - BP 553 - 86020 POITIERS - Tél. 05.49.36.30.35.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée et transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales ; Le maire doit vous informer de la date de cette transmission.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux ou effectuer cette démarche en ligne sur l'application Télérecours (<http://www.telerecours.fr>).

Durée de validité d'une autorisation d'urbanisme :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres n'ont pas évolué (article R.424-21 du code de l'urbanisme). Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau doit être conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Modalités de déclaration de la taxe d'aménagement :

Les renseignements figurant dans la déclaration préalable serviront en cas de création de surface nouvelle au calcul des impositions prévues par le code général des impôts. A l'issue des travaux, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux pour le calcul des impositions. La déclaration doit être effectuée sur l'espace sécurisé depuis le site : impots.gouv.fr, via le service « biens immobiliers », dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux.

Affichée en mairie le : 24 MARS 2025

Transmis en Sous-préfecture de Saintes le : 24 MARS 2025

Affichage de l'avis de dépôt en mairie le : 06/03/2025